

**CHAMBRE D'AGRICULTURE DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** | Alors que l'ambiance actuelle n'est toujours pas à la fête Frédéric Esmiol a présidé la session de la chambre consulaire avec toujours en ligne de mire l'accompagnement des agriculteurs.

# « Nous avons besoin, aujourd'hui, d'une vision politique à long terme »

**D**ire que l'heure était à la satisfaction serait totalement erronée mais dire qu'elle était à la résignation le serait tout autant. Quelques semaines après l'importante mobilisation du monde agricole, la chambre d'agriculture des Alpes-de-Haute-Provence a tenu sa session de début d'année. La salle était comble à l'image des préoccupations qui assaillent les agriculteurs aujourd'hui.

De nombreux élus avaient également fait le déplacement : parlementaires, élus régionaux, municipaux et départementaux ainsi que les représentants de l'État en la personne du préfet et de la Directrice départementale des territoires accompagnés de membres de leurs services.

Après avoir rendu hommage à Paola d'Agostino, Odile Aubert-Frison et Julie Lebeau qui vont quitter la chambre d'agriculture dans les prochaines semaines, les deux premières ayant fait valoir leur droit à la retraite, la troisième rejoignant la région Occitanie dont elle est originaire, le président a débuté son propos liminaire.

Reprenant les mots de conclusion de Fernand Tardy, président de la chambre consulaire à la fin des années soixante Frédéric Esmiol a voulu montrer que la situation du monde agricole n'avait pas beaucoup changé même si elle a évolué et s'est modernisée.

Il évoquait notamment la baisse « vertigineuse » des prix agricoles « conjuguée à une hausse sans précédent des coûts de production ». « *Pouvons-nous rester sans rien faire, lorsque des agriculteurs gagent chez leurs fournisseurs les aides de la Pac de 2025 ?* », s'interrogeait-il.

## Un constat terrible

S'adressant directement au préfet assis à sa droite il déclarait : « *Vous nous avez réunis, récemment, pour dresser un état des lieux de la situation économique des exploitations agricoles du département. Si bien évidemment, je vous remercie pour cette initiative (...), je regrette que vous n'ayez pas réagi aux messages d'alerte successifs que nous vous avons adressés ces derniers mois* ». Face à ce terrible constat, le président est revenu sur la genèse et le rôle des chambres d'agriculture



Frédéric Esmiol (au centre) recevait le préfet Marc Chappuis (3<sup>e</sup> à gauche) et la présidente du Conseil départemental Eliane Barreille (2<sup>e</sup> à droite) pour la session de la chambre consulaire.

en France. « *Les chambres d'agriculture sont une caisse de résonance maîtrisée des maux dont souffrent les agriculteurs* », lançait-il avant d'avertir « *ne vous y trompez pas, la crise actuelle ne se règlera pas à coup de millions d'euros, surtout lorsque les sommes annoncées concernent des crédits qui auraient dû être payés pour les aides de la Pac à la fin de l'année et pour ceux du Conseil régional en 2023.* »

« *Face aux nombreux défis auxquels nous sommes confrontés, nous avons besoin, aujourd'hui, d'une vision politique à long terme. Nous avons besoin d'une chambre d'agriculture forte, porteuse d'un véritable projet de développement agricole et territorial* », plaidait-il.

Malgré son constat sans appel : « *la grande majorité des messages, exprimés par les agriculteurs et leurs représentants professionnels, ces dernières semaines, convergent. On ne peut pas continuer à nous demander de nourrir plus, de nourrir mieux, de mieux respecter la planète et, tout cela, toujours moins cher* », il instillait en conclusion un message teinté d'espoir appelant à « *une nouvelle révolution agricole, sans surréglementation ni agribashing médiatique et militant, pour une application simplifiée et proportionnée des réglementations, avec une répartition équitable de la valeur de nos produits, ainsi qu'une concurrence commerciale loyale, et des revenus décents pour tous* ».

Un certain nombre d'élus et de personnalités ayant des obligations

## L'agrivoltaïsme, un sujet toujours délicat

Face à l'absence d'une réglementation claire émanant de l'administration et aux possibles dérives qui pourraient survenir Laurent Depieds, secrétaire adjoint de la CA 04 et président de la FDSEA 04 a demandé des contrôles rigoureux et a rappelé que les agriculteurs voulaient vivre de leur métier et non pas d'autres revenus. Il exprimait son inquiétude face aux chiffres annoncés par le préfet lors de ses vœux et face à la pression que certains opérateurs exercent sur les agriculteurs. « *Nous devons préserver les terres agricoles et ne pas céder au chant des sirènes. Il y a encore trop d'opacité, nous avons besoin d'études et de chiffres* », expliquait-il. Sur cette question, les clivages syndicaux font long feu et les doctrines se rejoignent, c'est pourquoi la motion présentée par la Confédération paysanne sur ce sujet a été adoptée à l'unanimité et reprise au nom de la chambre d'agriculture. Yannick Becker, porte-parole rappelant qu'avant de s'attaquer aux terres agricoles de nombreuses surfaces étaient déjà disponibles : lacs artificiels, toitures, canal de Provence, parkings, autoroute, etc.

l'ordre du jour a été modifié débutant par des questions d'actualités comme les zones Natura 2 000 ou la cartographie des zones humides qui suscitent toujours de nombreuses inquiétudes malgré la mise sur pause mais aussi le loup avec un Plan national toujours insatisfaisant. Olivier Pascal, vice-président de la chambre d'agriculture s'indignant du manque de réelles avancées concrètes en la matière. Jean-Luc Ferrand, secrétaire adjoint, prenait la suite pour évoquer les MAEC et souhaitant que pour 2024 les injustices ayant pénalisées les Groupement pastoraux en 2023 soient corrigées. Il demandait également la prise en compte des spécificités de la haute montagne pour les périodes de taille de haies.

## Des avancées sur les cabanes pastorales

Sur une note plus positive, l'éleveur seynois a remercié le préfet et la présidente du Conseil départemental pour leur action concernant les cabanes pastorales et notamment la mise à disposition de modules sanitaires et d'unités de traitement des eaux dans l'attente de la rénovation totale des cabanes. Clémence Delaye, vice-présidente prenait le relais sur ces questions dont elle s'occupe rappelant que l'ancienne programmation permettait de rénover huit à dix cabanes par an ce

qui ne sera plus le cas avec la nouvelle qui a été largement revue à la baisse. Sur cette question le préfet, et David Géhant vice-président à la Région ont assuré que tout serait fait pour pénaliser le moins possible les éleveurs et pour conserver un rythme de réhabilitation dynamique.

En réponse à cette première salve de questions d'actualité Marc Chappuis a répondu dans une intervention qui reprenait en grande partie les propos qu'il tient depuis plusieurs semaines lors de ses discours sur la question agricole. Aucune grande révélation, ni réelle prise de conscience à l'horizon. Dans la seconde partie des questions d'actualité, Alexandre Feraud, président du GDS04 a fait un point sur les maladies qui menacent actuellement les élevages bas-alpins et qui réclament la plus grande vigilance : la fièvre catarrhale, la maladie hémorragique épizootique ou la maladie d'Aujeszky. Yannick Becker est revenu sur la définition du statut d'éleveur professionnel d'équidés et Gérard Brun sur la question de l'eau rappelant une nouvelle fois que l'agriculture ne devait pas faire les frais de l'activité touristique. Le vice-président de la Fédération de chasse a tenu à informer les agriculteurs que des filets étaient à leur disposition pour la protection de

## Réflexion sur l'avenir de l'agriculture

Olivier Pascal a illustré la dégradation des comptes en agriculture à grand renfort de graphiques plus parlants les uns que les autres. Les premiers sur le fort repli des céréales et des oléagineux, les deuxièmes sur les prix de l'élevage qui ne se portent pas beaucoup mieux avec des prix d'achat et des charges qui ne cessent de croître ainsi qu'une inflation qui ne cède pas de terrain. L'idée de cette présentation était d'entamer une réflexion sur les leviers qui pourraient être actionnés pour venir en aide aux exploitations. Plusieurs pistes ont été évoquées comme la réduction des charges, l'amélioration de la productivité, l'accompagnement à la création de valeur ajoutée notamment au travers des labels et Signes de qualité et enfin la sécurisation du chiffre d'affaires des exploitations qui passe par exemple par la problématique de l'eau qui est la première assurance récolte.

leurs cultures et que d'autres pourraient être acquis en cas de besoin. Pour conclure les interventions, Johanna Guillermin, présidente de Bienvenue à la ferme (BAF) a dressé un rapide bilan du dernier Salon international de l'agriculture où les producteurs ont notamment brillé au Concours général agricole avec 51 médailles dont 12 pour BAF. Christian Girard et Léo Walter sont également intervenus pour expliquer leurs actions au profit du monde agricole en leur qualité de parlementaires. Le second disant à plusieurs reprises qu'il souhaitait être utile et admettant en toute humilité ne pas savoir grand-chose sur l'agriculture mais qu'il souhaitait apprendre. Au moment de clôturer les débats, Frédéric Esmiol a donné rendez-vous à ses troupes le 22 novembre pour la dernière session de la mandature quelque semaines avant les élections du mois de janvier. ■

## Les viticulteurs en détresse

C'est le visage très grave et la mine sombre que Frédéric Port, président de la cave coopérative de Pierrevert a interpellé le préfet à qui il avait remis une copie du courrier qu'il vient d'adresser au ministre de l'Agriculture le 9 février. « *Il y a le feu !* », grommait-il en évoquant la crise qui touche le monde viticole. Il demandait une deuxième distillation de crise alors que la première prend juste fin « *pour sortir du gouffre* ». Il révélait que ce sont près trois millions d'hectolitres qui sont invendables sur le territoire compte tenu de la baisse des ventes et que l'aide prévue par l'État allait être dérisoire compte tenu des montants alloués. De plus, il expliquait que les caves coopératives étaient exclues du dispositif ce qui en faisait « *les grandes oubliées de la crise* ». Face à cette situation il demandait à ce que les banques soient plus à leur écoute afin de ne pas plus pénaliser les producteurs.